



COLONISATION, IMMIGRATION ET CULTURE EUROPÉENNE

Quelques mises en perspective

Au terme de ce dossier, trois axes de réflexion s'imposent. En premier lieu, de très nombreuses pistes sont ici ouvertes, livrées aux réflexions des chercheurs, et qui demandent incontestablement à être creusées. La comparaison entre quelques-unes des principales nations coloniales révèle des différences parfois marquées, pour ne pas dire surprenantes, tant du point de vue de l'organisation des systèmes coloniaux eux-mêmes que des idéologies qui les sous-tendent.

De même, la construction des représentations de l'immigration dans l'Europe coloniale et post-coloniale renvoie à de significatives dissemblances tant par l'histoire propre des migrations de populations coloniales durant la période coloniale et post-coloniale que par l'impact spécifique des idéologies et des cultures coloniales populaires dans chacun des pays étudiés. Cette brève étude comparative ne peut d'ailleurs prétendre à l'exhaustivité et doit sans aucun doute encourager les approches croisées, sur une plus grande échelle, dans le prolongement des études mises en œuvre depuis une dizaine d'années.

Le cas de la France, analysé plus en détail dans le cadre de ce numéro, fait nettement ressortir les caractéristiques propres de la colonisation et des représentations de l'immigration hexagonales : fusion d'une idéologie républicaine et coloniale, syncrétisme du concept de nation et de colonies, déploiement parallèle d'un discours colonial officiel fondé sur les valeurs républicaines et d'une "culture coloniale" populaire explicitement discriminante. Cette "culture coloniale" est d'ailleurs l'un des champs les plus importants à analyser. En effet, elle fixe des notions jusqu'alors peu explicitées dans le sens où elle syncrétise des apports d'ordre politique, culturel et intellectuel qui transcendent l'époque coloniale, s'inscrivent pleinement dans la société nationale et développent des formes d'expressions spécifiques... jusqu'à nos jours.

Cependant, si l'analyse des divergences entre les différentes métropoles européennes s'avère un travail nécessaire de clarification, des axes d'interprétation communs peuvent également être dégagés. Tout d'abord dans l'identification de mécanismes anthropologiques partagés par les différentes métropoles : la création d'une identité nationale se construit par positionnement face à la différence, et l'espace colonial offre un répertoire quasiment inépuisable de différenciations vis-à-vis des populations colonisées.

Deux temps majeurs peuvent à cet égard être identifiés : le premier temps a trait à la lutte, propre à chaque État, face aux tensions régionalistes qui contreviennent à l'unification nationale — les Flamands et les Wallons en Belgique, la division entre le nord et le sud de l'Italie, la vivacité des régionalismes en France, la difficile unification de l'Allemagne — qui, suivant les rythmes propres du développement économique et politique de chacun de ces États, intervient entre le milieu du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle.

Le second temps est celui des crises affectant chacune de ces nations, crises récurrentes d'origine sociale et/ou technique et/ou économique, qui actualisent régulièrement le péril de la submersion par les populations immigrées (pas toujours ex-coloniales, comme le démontrent plusieurs articles). La stigmatisation de l'Autre révèle toujours cette structure anthropologique qui veut que la consolidation d'un *socius* perçu comme menacé (de dilatation, d'explosion, de division) s'opère par la stigmatisation de l'Autre. On est donc devant une structure anthropologique relativement stable permettant de retisser les liens sociaux et de s'assurer encore et encore de sa propre identité lorsque celle-ci semble en péril.

Le second axe de réflexion porte sur la légitimation scientifique de la hiérarchisation raciale et/ou "civilisationnelle" — légitimation fondamentale pour des sociétés occidentales dont l'un des schèmes culturels majeurs est le progrès (technique, économique, scientifique) — apparaît, entre 1830 et 1860, dans tous les pays européens, qu'ils soient des métropoles coloniales ou non. Or, ce travail de légitimation précède l'expansion coloniale et, d'une certaine manière, la prépare. Incontestablement, on se trouve objectivement devant une convergence culturelle essentielle, qui permet d'expliquer la transversalité, à l'échelle de l'Occident, de la plupart des stéréotypes affectant les populations extraeuropéennes, puis, dès les années 1880, plus spécifiquement les populations coloniales.

La profondeur historique de ces stéréotypes — qui se reportent sur les premières générations d'immigrés issues de l'ex-Empire, très tôt si l'on prend l'exemple français, c'est-à-dire dès les années 1920 — montre qu'on se trouve devant un processus de longue durée qui, peut-être, peut permettre de différencier l'immigration en provenance des ex-Empires des autres populations immigrées. Car si les stigmatisations sociales des populations immigrées devaient prendre fin avec l'"intégration" de celles-ci au bout d'une ou deux générations, celles des Maghrébins, en France, auraient déjà dû logiquement s'opérer... ce qui n'est pas le cas. À leur niveau, comme pour les populations originaires d'Afrique noire, l'intégration reste un état permanent, qui tend à devenir un statut, continuum naturel du statut d'indigène. On est donc face à un problème spécifique, qu'explique certes pour partie le legs non déconstruit du rapport colonial, mais qui correspond aussi à un enracinement profond dans les sociétés européennes d'archétypes précédant la colonisation.

Troisième axe de réflexion, qui n'est dans ce dossier que latéralement abordé, l'imprégnation, à l'échelle de l'Occident, d'un "bain colonial". Un récent ouvrage¹ montre en effet que le schème racial et la culture coloniale transcendent les frontières entre métropoles et nations sans empire. On peut donc raisonnablement affirmer que ce legs constitue une structure profonde de la culture européenne.

À cet égard, il n'est pas du tout certain que la construction de l'Europe contreviendra à la puissance, manifeste ou latente, de ce schème culturel commun. Il nous apparaît au contraire que les angoisses nationales générées par la construction européenne favorisent manifestement sa réactualisation. Les exemples contemporains de l'évolution politique de l'Italie, de la Belgique, du Danemark ou de la France, pays dans lesquels le thème de l'immigration et de l'insécurité occupent une position centrale dans les débats publics, indiquent en effet qu'une configuration de crise peut s'imposer.

Pour prendre l'exemple français, la campagne présidentielle de 2002 a été largement focalisée sur la question de l'insécurité. Sans vouloir nier la part du réel (l'augmentation effective, depuis deux ans, tant des crimes et des délits que des actes d'"incivilité") dans

1. Cf. BANGEL, Nicolas ; BLANCHARD, Pascal ; BOËTSCH, Gilles ; DERGO, Éric ; LEMAIRE, Sandrine (sous la direction de), *Zone Humaine. De la Vérité normative aux reality shows*, Paris : éd. La Découverte, 2002, 484 p.

ce processus, notons que le débat politique, largement appuyé par une campagne médiatique sans précédent, répondant à une demande sociale forte (l'expression d'un "sentiment d'insécurité"), légitime désormais à la fois les discours des institutions de sécurité (police, renseignements généraux, "experts", etc.)², mais aussi la phraséologie employée par l'extrême droite voici plus de 15 ans.

Or, les tenants de la "sécurisation" tournent tous les yeux, explicitement ou implicitement, vers les "foyers d'insécurité", c'est-à-dire les banlieues, réceptacle de générations d'immigrés en provenance de l'ex-Empire. Si la *fracture raciale* ne peut s'énoncer politiquement — le racisme est un tabou banni par le discours dominant — elle s'établit pourtant souterrainement, allusivement et par des associations que plus d'un siècle d'histoire coloniale et de l'immigration a profondément enracinées : la banlieue est le foyer des populations immigrées (ou d'"origine immigrée", soit la "seconde" ou la "troisième génération", qui ne sont donc toujours pas perçues comme "françaises") ; c'est à partir de ces zones que s'organise le crime, les populations immigrées (ou d'"origine immigrée"...) sont donc criminogènes.

Le "discours républicain" tenu par pratiquement tous les candidats est, en la matière, porteur d'un métadiscours, consciemment ou inconsciemment assumé. Lorsqu'un candidat essaye de sortir du discours "aveugle", il est marginalisé (ainsi Christiane Taubira-Delannon, candidate du Parti radical de gauche, dont la campagne, jugée trop "communautariste", est reprise en main par des publicitaires). Et de fait, la recrudescence très inquiétante du ressentiment envers l'Autre (et particulièrement l'hostilité "anti-Arabes", là encore pour des raisons historiques) manifeste une angoisse sociale désormais légitimée par le discours politique. Cette campagne — nous le mesurerons dans quelques mois — a été sans aucun doute l'une des plus violentes à l'égard des immigrés (et pourtant Le Pen se tait sur ce point !), car elle a fixé de nouveau, de façon implicite, la frontière coloniale entre deux mondes : Eux et Nous.

Cette configuration n'implique pas mécaniquement le déclenchement d'une crise majeure, mais elle doit nous faire réfléchir sur le potentiel d'actualisation de schèmes culturels qui semblent traverser toutes les sociétés européennes. À cet égard, il serait souhaitable que les réflexions portées par les différents auteurs des

2. Voir sur la légitimation réciproque de discours institutionnels sécuritaires — qui deviennent "vérité d'institution" — TSDUKALA, Anastasia, "La criminalisation de l'immigration en Europe", in : *Le machisme à l'usage. Pratiques et discours sécuritaires*, Paris : Ed. L'Esprit l'appeur, 2001, pp. 235-283.

contributions publiées dans ce numéro permettent l'ouverture d'une analyse comparée des crises dans les différents pays européens et du rôle que joue dans celles-ci, presque inmanquablement, la figure de l'Autre. Un Autre qui prend des visages différents en fonction des histoires et des spécificités propres à chaque pays, mais qui trouve aussi un paradigme commun autour d'une identité inversée en formation : le non-Européen.

L'Europe, nouvel empire en formation, fabrique les "indigènes" dont elle a besoin. Pour ce faire, elle puise dans son passé et dans le présent. Cela s'appelle aujourd'hui la *mondialisation*, sorte de fusion encore en mouvement des deux idéologies sorties indemnes du XX^e siècle : le libéralisme et le colonialisme. Dans ce nouveau modèle, chacun doit avoir une place. À n'en pas douter, les ex-colonisés sont entre deux mondes, entre deux époques, entre l'héritage d'un passé révolu et la construction d'un avenir incertain.

Nicolas BANCEL

Historien

Maître de Conférences

Université Paris XI – Orsay

Pascal BLANCHARD

Historien

Chercheur associé au CNRS

Marseille

Sandrine LEMAIRE

Historienne

Institut universitaire européen

Florence